

L'ATTAQUE DU CAPITAL ET LES RESISTANCES OUVRIERES

Un spectre hante l'Europe : c'est le spectre d'une offensive ouvrière commune à tous les travailleurs ou jeunes futurs exploités se levant pour dire stop à la dégradation des conditions de travail et de vie et, consciemment ou pas, voulant vivre pleinement dans une autre société. La vieille Europe, berceau du capitalisme, des révolutions ouvrières et de toutes les théories anticapitalistes va-t-elle devenir la première à lever le drapeau d'un élan commun contre le capital ? Peut-on considérer ce qui se passe au même moment en particulier en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne, même si c'est sur des sujets en apparence distincts comme le même signe d'une lutte commune contre une attaque générale du capital, bien que prenant des formes différentes, visant l'ensemble des exploités ? La liste que nous donnons ci-après de ces luttes globales, dépassant les luttes localisées et limitées dont nous parlons par ailleurs (et qui sont aussi partie du tout mais moins symptomatiques) peut apporter une réponse - partielle et provisoire - à ces questions. D'autres faits pourraient aussi montrer que le capital, tout au moins en Europe, dans la prévision de la montée de conflits sociaux généralisés, tend à régler ses conflits internes, souvent séquelles du passé, pour se renforcer en vue d'un inévitable affrontement social. Le règlement des conflits des Balkans, des conflits nationalistes en Irlande et au Pays basques après des décennies d'affrontements stériles pourrait être vu sous cet angle tout comme l'unité nationale dans la gestion du capital en Allemagne pourrait préfigurer des rapprochement politiques similaires dans d'autres pays d'Europe : l'unité nationale politique a toujours été promue pour la sauvegarde du capital menacé en cas de guerre étrangère ou d'une menace de révolution sociale. A chacun de réfléchir à ces données et questions dans la situation actuelle. Donnons seulement quelques détails de ce que nous considérons comme les avancées vers une lutte commune qui ne prend pas (encore ?) cette forme généralisée.

AVRIL 2006

MONDE - -25 01 2006 - La misère les déborde. Selon le Bureau international du travail (BIT), les sans emplois sont en progression constante dans le monde, la croissance ne suffisant pas à compenser l'augmentation de la population à la recherche d'emploi. Ce constat vaut en particulier pour " la toujours plus nombreuse légion des jeunes sans emplois ". Le taux de chômage reste inchangé à 6,3%. Le nombre de sans emploi se situait à 191,8 millions en 2005, en hausse de 2,2 millions sur 2004. " Nous sommes confrontés à une crise globale de l'emploi aux dimensions colossales et à un déficit de travail décent qui ne vas pas disparaître de lui-même " déclare le Directeur du BIT. Sur 500 millions de travailleurs extrêmement pauvres, seuls 14,5 millions parviennent au dessus du 1 dollar (0,80 euro) par personne et par jour. Le BIT chiffre à 2,8 milliards le nombre de travailleurs sur terre. (La Tribune)

FRANCE : chacun en sait pas mal aujourd'hui sur les émeutes de banlieues de l'automne dernier et sur les présents développements de la lutte anti-CPE centrée d'abord sur les universités et les lycées. Par leur ampleur et surtout leur généralisation à tout le pays, bien qu'étant différentes formes d'action de jeunes que tout sépare (origine sociale, mode de vie et impact des restrictions sociales) ces luttes n'en reflètent pas moins une volonté de résistance qui, s'exprimant distinctement et quelque peu

marginalement aujourd'hui, peut un jour être rejointe par l'ensemble des travailleurs qui subissent dans leur exploitation une pression plus directe du capital. (Nous préparons un travail pas tant sur la révolte anti-CPE mais sur une approche concertée pour une réforme totale du contrat de travail et du chômage dont le CNE et CPE n'étaient que des éléments - pour des matériaux préparatoires à ce travail, consulter sur internet le site internet : <http://www.mondialisme.org>)

IRLANDE : 100.000 travailleurs en grève manifestent à Dublin le 9 décembre 2005 en soutien aux marins de Irish Ferries qui occupent un ferry contre les tentatives d'utiliser, comme dans le cas particulier de ces marins, les travailleurs de l'Est européens à des salaires et conditions de travail bien inférieures à celles des travailleurs nationaux..

GRANDE-BRETAGNE : 28 mars 2006 - grève de 24 heures et manifestations monstres dans tout le pays contre un projet de porter pour 1.500.000 agents des services publics l'âge de la retraite de 60 à 65 ans. Ecoles, centres sociaux, transports urbains et autres services ont été bloqués. Les syndicats affirment que c'est la plus grande grève générale du pays depuis la grande grève générale de 1926. Ils menacent de déclencher une grève en mai prochain pour empêcher le déroulement des élections locales.

ALLEMAGNE : Depuis huit semaines, des grèves tournantes touchent l'ensemble des services publics dans tout le pays à l'appel du syndicat Verdi contre l'allongement de la durée du travail sans augmentation de salaires ; parallèlement des conflits perdurent dans les services de santé . Le syndicat IG Metall a lancé une série de grèves d'avertissement pour appuyer une revendication d'augmentation des salaires de 5% , sur fond de restructurations et de conflits locaux notamment dans l'industrie automobile.

BELGIQUE : 28 octobre 2005 - 100.000 manifestants dans les rues de Bruxelles contre la réforme du régime de retraite appelé " plan de prépension " mais qui expriment , d'après tous les commentateurs " un malaise social beaucoup plus profond "

On en oublie sans aucun doute, mais on doit voir que toutes ces manifestations de masse sont la partie émergée de l'iceberg des luttes dispersées dans leur localisation (chacun peut en juger par ce qui suit), mais qui , avec la précarité généralisée créent les conditions même d'une unification des luttes à une échelle insoupçonnée. Mais personne ne peut dire à quel moment et comment cette unification européenne se produira, car, l'ensemble des forces de répression (flics et armée) et de contrôle (partis et syndicats, l'unité syndicale pouvant avoir la même fonction de blocage d'un mouvement d'émancipation que l'unité nationale) sont tout aussi conscients de cette montée des dangers pour le capital et fourbissent leurs arsenal de répression et de contrôle. Le "cas CPE" n'est pas spécifique à la France. En Allemagne, la période d'essai dans tout contrat va être prolongée de six mois pour atteindre deux ans ; aux Pays-Bas, dans la métallurgie, le patronat propose de supprimer le smic jeunes et de lever les obstacles au licenciement des moins de 23 ans. Comme le dit un fonctionnaire européen "Le CPE n'est pas la solution au problème français. Il faut réformer le CDI afin de le rendre plus souple"

LES RESISTANCES OUVRIERES

GRANDE-BRETAGNE - Nous avons fréquemment évoqué dans les bulletins la résistance obstinée des postiers britanniques à l'offensive tout aussi obstinée de Royal

Mail pour “ adapter ” les services postaux à la concurrence dans une restructuration présageant une privatisation. Cette résistance se fait avant tout dans le quotidien, le syndicat CWU, lie par les lois antigrèves et sa tendance à la participation à la “ modernisation ” évitant les conflits globaux et laissant les postiers riposter au coup par coup par des grèves sauvages dont la répression est impossible à cause d’une menace réelle d’extension spontanée du mouvement par la base. Ce qui s’est passé récemment en Ulster (Irlande du Nord), encore partie de la Grande-Bretagne, montre comment la lutte de classe, non seulement reprend le schéma que nous venons de décrire mais, aussi, dans cette circonstance spécifique transcende et efface toutes les divisions et les séquelles de cruels affrontements antérieurs. Tout commence dans un bureau de poste de Belfast, la capitale, dans le secteur protestant de la ville, Shankill BT 13, où un dirigeant zélé entend appliquer strictement le tandem restructuration-productivité : le plus simple, pour faire régner la peur est le harcèlement quotidien en prenant pour cibles les plus faibles, notamment ceux qui rentrent de congés maladie. Un des postiers du bureau, excédé par ces méthodes commence par tenir un journal dans lequel il relate quotidiennement les exactions du “ responsable ” ajoutant d’autres détails, par exemple les adresses personnelles et le numéros de voitures des principaux cadres. Ces derniers détails sont moins innocents qu’il n’y paraît : en Grande-Bretagne, lors de conflits d’une certaine dimension , il n’est pas rare que soit pratiqué la “ popularisation ” de leurs exactions sur le lieu de travail dans le voisinage du domicile des dirigeants intéressés ; une pratique qui , en Irlande du Nord traumatisée par les affrontements communautaires, politiques et religieux qui ont laissé un cortège de plusieurs milliers de morts, prend forcément un tout autre sens. Nul ne dit comment le dirigeant visé a pu se saisir dudit journal, toujours est-il, qu’une fois en sa possession, il s’en sert pour retourner l’accusation de harcèlement contre le “ journalier ” avec des menaces de poursuites et de sanctions. Dès que ces faits sont connus, le bureau se met en grève sauvage le 4 février 2006 et la grève s’étend rapidement aux 29 bureaux de la ville, y compris les centres de tri. Le 7 février une manifestation de trois mille travailleurs toutes origines mêlées, parcourt les secteurs protestants et catholiques, franchissant la ligne autrefois fatale de séparation, sous les applaudissements de la foule qui acclame la première manifestation de ce genre depuis 70 ans. S’y sont joints nombre de postiers venus de la vieille Angleterre occupante dans laquelle tous les bureaux proches de l’Ulster refusent de traiter le courrier en souffrance La direction se croit forte pour imposer ses conditions, d’autant que le syndicat UCW désavoue la grève, et tente l’intimidation en faisant délivrer à quatre délégués des lettres les menaçant de poursuites pour récupérer les pertes causées par la grève, ce qui serait la ruine financière pour leur famille.. Mais comme la grève restait solide et même menaçait de s’étendre en Angleterre, la direction capitule après 18 jours de grève avec la levée de toutes les sanctions et l’ouverture d’une enquête indépendante sur les relations de travail dans les postes à Belfast. Mais, dans la lutte de classe, rien n’est jamais acquis définitivement : les dirigeants essaient, le travail repris, de tourner l’accord de reprise du travail au point qu’il est envisagé un vote sur une autre grève, légale cette fois (SW) 4/2/2006 - Toujours en Grande-Bretagne, dans la région de Glasgow en Ecosse, la compagnie des transports publics contrainte de réintégrer un chauffeur licencié après un vote pour la grève des 3.000 travailleurs à 15 contre 1 (SW)

BELGIQUE - novembre 2005 - On ne va pas parler d’Arcelor pour la saga des concentrations dans la sidérurgie mais des résistances des travailleurs de l’aciérie de Liège, ex Cockerill-Ougrée, autrefois rachetée par Usinor. Le 20 novembre, les syndicats signaient une nouvelle convention collective pour la sidérurgie de Liège. Cette convention comportait une réglementation stricte des grèves et différentes primes dont

une de fin d'année de 600 euros seulement payable si le règlement des conflits suivait les termes de l'accord. Face à un plan national gouvernemental impliquant notamment les retraites intitulé " Pacte des Générations ", les centrales syndicales ont organisé des journées nationales de grève les 2 et 8 décembre 2005. Un problème d'interprétation des clauses anti-grève de la convention collective semble avoir provoqué un conflit entre les syndicats et les travailleurs qui ont considéré qu'ils pouvaient participer à ces grèves nationales (ce qui fut fait le 2 décembre) et la direction qui s'oppose à un telle interprétation. Forte de ce qu'elle considère comme son bon droit, Arcelor prend les devants avant la grève du 8 décembre et menace de ne pas payer la prime de 600 euros si cette grève est suivie et entend imposer un code de bonne conduite en cas de grève. La réplique est immédiate : les syndicats ne peuvent qu'entériner la grève qui répond à ces exigences. Au bout de sept jours, la direction cède sur toute la ligne : la prime de fin d'année sera payée et le " code de bonne conduite " est mis au placard. (S)

LES MUTATIONS

EUROPE - 16 /1/2006 - La commission européenne a tenté de faire passer un projet de réforme du trafic portuaire visant à autoriser les marins à effectuer les opérations de chargement et déchargement des navires dans les ports, ce qui permettrait de se débarrasser d'une partie des 55.000 dockers encore en activité. Le rejet par le Parlement européen de Strasbourg de ce projet a donné satisfaction aux marins qui avec une journée de grève dans tous les ports d'Europe manifestaient à Strasbourg où ils durent se battre contre les flics (12 blessés), 13 arrestations dont deux condamnations à de la prison ferme (La Forge) **FRANCE** - 15 collèges d'enseignement général de la Seine-Saint-Denis (département de banlieue nord de Paris) occupés de nuit par les enseignants qui s'opposent à une réforme des zones d'éducation prioritaires aboutissant à retirer des crédits dans les zones existantes pour les donner à d'autres jugées plus " nécessaires " (M, L)

février - mars 2006 - Les nouveaux contrats précaires de travail CNE (pour tous les travailleurs des entreprises de moins de 20 salariés) et CPE (pour toutes les entreprises mais réservés au moins de 26 ans), tout comme d'autres contrats du même genre concernant les vieux, ne sont en fait que des adaptations de la législation du travail à la réalité sociale du capital en En 30 ans, les emplois industriels sont passés de 6 millions, à 4 millions alors que le secteur tertiaire (services) passait de 9,5 millions à 17 millions. La recherche absolue de flexibilité que permettent ces contrats sont dans le prolongement d'autres réformes antérieures visant à atteindre la flexibilité dans d'autres domaines de l'exploitation du travail (dénonciation patronale des conventions collectives, CDD , lois Aubry avec l'annualisation du temps de travail ,etc...) **CHINE** - 9/3/2006 - Lors de la décollectivisation et le démantèlement des communes populaires, les terres restées propriété collective ont été attribuées par les comités de village pour 30 ans aux paysans individuels. Aujourd'hui, avec la rapide industrialisation de la Chine et le déplacement des populations vers les villes, la terre est recherchée non pour la culture mais pour des implantations industrielles ou de nouvelles cités. Les autorités locales ayant gardé le monopole des transferts au centre d'un système de spoliation des paysans dépossédés de leurs terres, souvent par la force et sans indemnisation avec corruption à l'appui par et au profit des entreprises soit pour des projets de barrages hydro électriques, soit pour des implantations industrielles, soit pour des projets immobiliers spéculatifs (chaque année 133.000 ha ont été ainsi expropriés - en tout 6, 7 millions d'ha - et un million de paysans exclus qui iront grossir l'armée de prolétaires). D'innombrables résistances ont opposés les paysans aux commandos patronaux et/ou à

la police provoquant morts et blessés (87.000 incidents relatés en 2005, la plupart des paysans spoliés par les cadres locaux). Le problème a atteint une telle ampleur que le gouvernement central - le parti- est intervenu pour indemniser les paysans dépossédés et rechercher une nouvelle orientation de l'économie dans les campagnes. (China Labour Review). Le 15 mars, le Parlement chinois a entériné les propositions du comité central du parti pour adoucir les méfaits de la marche en avant du capital en annonçant que 42 milliards de dollars (35 milliards d'euros) seraient consacrés à "améliorer le niveau de vie" des 750 millions de paysans (200 millions d'entre eux vivaient avec moins de 1 dollar par jour - 0, 80 euro). L'essentiel de cette somme serait consacré à la modernisation des techniques agricoles mais bien peu à l'accaparement des terres (FT). Objectivement, ces problèmes doivent être rapprochés de ceux que le capital a connu dans les pays occidentaux au début de son développement lorsqu'il s'est agi de contraindre les paysans à quitter la terre pour qu'ils puissent être exploités et produire de la plus-value.

SOUS-TRAITANCE

FRANCE - 14/2/2006 - L'intérim a augmenté de 2,8 % en 2005 pour atteindre 636.000 employés ; en décembre 10% dans le bâtiment et 44% dans l'automobile (M)

PRIVATISATIONS

INDE - 5/1/06 - Grève de plusieurs jours des 22.000 travailleurs des aéroports publics (125 sur 450) dont les principaux de New Delhi et de Mumbai (Calcutta) (assurant 50% du trafic passagers) contre une privatisation visant à moderniser les installations. Ce qui entraînerait des licenciements. Le projet de privatisation comporte une garantie de l'emploi pendant trois ans, 60% des effectifs devant alors être licenciés avec paraît-il garantie de réembauche ailleurs (FT).

FAILLITES

BURKINA FASSO - Yves Rocher, un grand de la cosmétique, liquide le 1/8/2005 sa filiale, l'usine "La Galicienne". Après 4 mois de lutte dont une manifestation à Ouagadougou, la capitale, les 133 travailleurs obtiennent outre six mois de salaires une indemnité de 1.067 euros, le tout représentant 30 mois de salaire brut (La Forge)

LA PRODUCTIVITE

COREE DU SUD - 28/2/06 - Grève générale du syndicat KCTU contre un projet de loi visant à une plus grande flexibilité dans l'exploitation du travail autorisant la sous-traitance et l'emploi de temporaires. La grève bloque les usines d' automobiles Hyundai et Kia (FT) **AFRIQUE DU SUD** - 31/1/2006 - Les travailleurs de Transnet qui gère les deux ports les plus importants de la côte Est, Durban et Richard's Bay, sont en grève contre une restructuration (FT) **GRANDE-BRETAGNE** -11/3/2006 - Contre une réduction d'effectif, 80 postiers de Plymouth (sud-ouest de l'Angleterre) enrament une grève légale (SW)

LES TRANSFERTS

FRANCE -1/12/2005 - Efficacité des voies légales : 5 ans après la fermeture de Manoir

Industries en juillet 2000 pour cause de délocalisation et de transfert en Chine (l'usine avait alors été bloquée 5 mois par les travailleurs) un arrêt de la Cour de Cassation condamne l'entreprise à verser aux travailleurs des indemnités au total pour 2,5 millions d'euros. (L) **SRI LANKA** - en janvier 2005, la réorganisation de l'usine GP Garments (qui fabrique des uniformes pour l'armée française) entraîne des résistances ouvrières menées par le syndicat Progress Union. La répression patronale, dont des intimidations, déclenche une grève le 24 mars : GP Garments ferme l'usine et la rouvre le 4 avril en laissant dehors 13 représentants syndicaux ce qui déclenche une nouvelle grève avec occupation le 20 avril et une réponse patronale , la fermeture définitive avec 500 licenciements et le transfert de la production (réseau Solidarité) **INDE** - 12/12/2005 - Les délocalisations du monde entier dans les technologies de l'information (centres d'appel et autres) se sont tellement développées que le pays manquera de 500.000 travailleurs d'ici 2010, ce qui risque d'augmenter les coûts et de rendre ces transferts moins juteux pour le capital. (FT)

SALAIRES ET ACCESSOIRES,TEMPS DE TRAVAIL ET RYTHME DE TRAVAIL

Pas de répit dans les attaques sur l'ensemble des conditions de travail. Mais partout, les résistances, soit localisées, soit générales, dans une branche d'industrie ne sont pas seulement des combats d'arrière-garde. Parfois, elles réussissent à endiguer l'offensive du capital pour réduire le coût du travail.

AUX ETATS-UNIS , Une attaque tous azimuts notamment dans l'industrie automobile qui fut l'épine dorsale de l'économie américaine. La chute des ventes et la concurrence internationale, notamment japonaise et sud-coréenne qui les conteste sérieusement sur le marché américain, font que les trois " grands " de l'automobile , General Motors, Ford, et Chrysler (passé sous la coupe de l'allemand Daimler) sont aux prises avec d'insurmontables difficultés, tenant pour une bonne part aux engagements contractuels qu'ils ont pu prendre envers leurs travailleurs dans les périodes de prospérité relative. Le syndicat UAW ne peut guère que ralentir, quand il le peut, les conséquences dramatiques pour les travailleurs de ce qui apparaît comme une descente vers l'abîme Fermetures d'usines : en décembre, les trois évaluaient les chutes d'effectifs de 170.000 emplois entre 2000 et 2005 dont les 3/4 en 2005 et que cette chute était supposée s'accélérer. GM ferme 12 chaînes de montage supprimant 30.000 postes de travail. Ford ferme 23 usines, veut en fermer 7 autres d'ici 2012 licenciant 25% de ses effectifs (entre 20 et 30.000 travailleurs). Chrysler licencie 6.000 travailleurs et veut engager une restructuration qui éliminera un cinquième des employés administratifs dans les trois années à venir. Par contrecoup les usines de pièces détachées,. Visteon, filiale de Ford, ferme 12 usines et en vendra 6 autres dans les trois ans, Delphi (filiale de GM) réduisent leur production (entre 1995 et 2004, les importations étrangères de pièces détachées ont doublé). Naturellement, la crise de l'automobile ne se traduit pas seulement par des fermetures d'usines mais aussi par des attaques sur l'ensemble des conditions de travail, remettant en cause les salaires, les conditions de travail, les garanties retraite et les contributions santé. Le syndicat UAW ne peut guère faire autre chose que de tenter d'endiguer ces attaques en s'appuyant sur les accords antérieurs, par exemple chez Ford de tenir jusqu'au renouvellement du contrat en 2007 ; cela ne l'a pas empêché pourtant, en décembre dernier, de passer un accord qui envisage une réduction des charges concernant la santé avec le conseil : " chaque actif et retraité doit faire des sacrifices pour maintenir une couverture santé raisonnable " (le coût des dépenses de santé par

voiture chez Ford excède le coût de l'acier de chaque voiture). GM est dans une position encore plus délicate : d'une part la firme doit verser les salaires à plusieurs milliers d'ouvriers placés en réserve, hors travail, et doit garantir le statut de milliers d'ouvriers de sa filiale pièces détachées Delphi, ouvriers transférés depuis GM lors de sa création en 1999. La mise en faillite de Delphi n'exonérerait pas GM de cette obligation et si la grève des 34.000 travailleurs de Delphi contre les restrictions diverses sur conditions de travail, retraite et santé prenait forme, GM serait dans une situation particulièrement délicate, 90% de l'activité de Delphi allant aux usines GM. Le 25 mars 2006, le syndicat UAW signe un accord avec GM qui prévoit de proposer des indemnités de 35.000\$ à 140.000\$ (28.000 à 110.000 euros) à chacun de ses 113.000 travailleurs des USA. La même proposition a été faite aux 20.000 ex - GM exploités par Delphi avec la garantie des conditions des travailleurs de GM ;

LES SALAIRES

VIETNAM - 40.000 travailleurs en grève dans la zone franche de Ho Chi Minh Ville (ex-Saïgon) ont contraint le gouvernement à relever le salaire minimum de 40%, porté à 55\$ à Hanoï et Ho Chi Minh Ville, 50\$ dans les villes moyennes et 45\$ dans les campagnes (respectivement 45, 40 et 37 euros, moins de 2,50 euros par jour) ©
MAROC - 21/10/06 - les techniciens de Royal Air Maroc en grève pour leurs salaires (H)
FRANCE - 21/10/05 - Bus et trams de Nancy - T7 jours de grève font céder la Connex (filiale de Veolia environnement) pour une augmentation de 1,7 % à partir du 1er janvier 2006 et une prime de 90 euros. En plus, une promesse de rattrapage de l'inflation en 2007 si... le taux d'absentéisme baisse de 30% en 2006 (H) 4/12/05 - en grève depuis le 9/11, les 82 chauffeurs des bus de Roissy (société privée Airelle assurant le service des terminaux) reprennent le travail avec une augmentation de 3,9% au 1/7/2005 et l'abandon d'un projet de réorganisation (la même société a été condamnée pour des embauches systématiques de CDD) 15/3/2006 - 9ème jour de grève des 380 travailleurs des 43 radios locales France Bleue qui revendiquent une prime de 269 euros déjà versée aux journalistes et techniciens de la Maison de la Radio à Paris (M)

20/2/2006 - Les 530 travailleurs de Chaffoteaux et Maury (chaudières à gaz) près de St Briec (Côte d'Armor en Bretagne), vu les profits réalisés par la firme, pour une bonne part dus à la surexploitation et à la pression pour une productivité maximum, sont en grève avec occupation ; ils revendiquent une augmentation uniforme de 100 euros mensuels considérée comme un retour sur investissement L'entreprise qui travaille en 3x8 exploitait 2.200 travailleurs en 1970 et depuis étant passée par 5 propriétaires successifs se voit de nouveau menacée d'une nouvelle restructuration qui ne laisserait qu'une chaîne de montage facilement transférable dans des pays lointains offrant de meilleures conditions d'exploitation du travail (C)
GRANDE-BRETAGNE - 21/1/2006 - Les 150 travailleurs de la firme du BTP Laing o'rorke affectés à la construction du terminal 5 de l'aéroport d'Heathrow en grèves à répétition pour un bonus de 1£ par heure (1,50 euros)
CHINE - février 2006 - 1000 travailleurs d'une usine de tissage - Heze Cotton Trxtille Factory en grève pour les salaires (CLB)
ARGENTINE - mars 2003 - 2.000 travailleurs des puits de pétrole de General La Heras (province de Santa Cruz) sont en grève depuis le 23/1/2006 : ils demandent entre autres la révision des salaires et l'application de la convention collective du pétrole au lieu de celle du bâtiment qui règle actuellement leurs conditions de travail. Ils bloquent en permanence une route importante qui passe à proximité, soutenus par des piqueteros. Un des "leaders" de la grève ayant été arrêté, plus de 4.000 manifestent devant la prison de la ville (qui ne

compte que 15.000 habitants) : un policier est tué au cours d'un échange de coups de feu ; le responsable syndical est libéré. Le 25/2, 300 travailleurs manifestent pour le retrait des gendarmes. (C)

5 décembre 2005 - dans l'après-midi, le métro de Buenos Aires s'arrête pendant 5 heures sans préavis. Les chefs syndicaux de l'UTA (Union Tranviarios Automotor) étaient à ce moment en réunion avec la direction. Cela faisait un moment que le personnel demandait un prime de rattrapage de 45%. Les chefs de l'UTA et les délégués locaux avaient eu une réunion avec la direction pendant la matinée. Après la pause de midi, les délégués de base s'étaient retrouvés seuls à attendre les deux autres parties. Quand ils ont compris que celles-ci se réunissaient entre elles dans un autre lieu, ils ont provoqué la grève surprise. L'arrêt de travail a surpris la direction de la boîte et les chefs syndicalistes, qui discutaient au même moment d'une prime de 21% et qui trouvaient que le climat des réunions était "cordial et amical". Les travailleurs obtiennent finalement des primes de 33%. (clarin) **REPUBLIQUE CENTRE AFRIQUE**- 5/1/06 - Suspension d'une grève de deux mois des fonctionnaires notamment de l'enseignement pour avoir paiement d'importants arriérés de salaires. Le gouvernement s'engage à verser trois mois d'arriérés dans les 30 jours (C) **GUADELOUPE** - 16/2/06 - les travailleurs de SGPY Danone Guadeloupe sont en grève depuis 7 mois pour le respect du droit du travail. D'après le syndicat local UGRG, la maison mère en France achemine ses produits frais depuis la métropole pour briser la grève, sans se soucier de la qualité des produits vendus. Intervention de la police, 4 arrestations. (C)

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

GUYANE - 13/2/06 - Après trois semaines de grève au centre hospitalier de Cayenne pour la régularisation des emplois précaires (350 sur 1.500 travailleurs), le syndicat UTG suspend le mouvement (H) **ETATS-UNIS** - 26/1/06 - MTA (transports publics de New York) (voir précédent bulletin). La reprise après 36 h de grève illégale des 34.000 travailleurs avait été ordonnée , seulement après un vote du bureau du seul syndicat sur un vague projet de futures discussions. L'accord définitif approuvé par le syndicat qui entérine entre autre une augmentation des cotisations santé a été rejeté par un vote des travailleurs avec seulement 7 voix de majorité. MTA tente alors de rétablir toutes ses demandes initiales (augmentation des salaires de 10,9 % sur 39 mois, augmentation des contribution santé de 1,50%, beaucoup plus pour les nouveaux) qui avaient provoqué la grève et d'imposer un arbitrage obligatoire et rendrait impossible tout recours ultérieur à la grève ©

mars 2006 - Les questions de couverture santé sont toujours au centre des conditions de travail, cette couverture étant assurée essentiellement par l'entreprise. Medicare (système de couverture santé des plus de 65 ans) modifié au 1er janvier 2006 doit mettre en concurrence les assureurs. Des milliers de retraités ont compris que certains médicaments cruciaux pour leur santé, ne leur seraient plus remboursés. Le système est si confus que le gouvernement fédéral est contraint d'embaucher. De 150, le nombre des fonctionnaires passera à 4000 pour expliquer le système au téléphone. En attendant 24 états doivent palier dans l'urgence le déficit sanitaire.

MALI - 4/1/06 - La mine d'or de Morela SA, filiale du trust sud africain Randgold est concédée à un sous-traitant Somadec qui y exploite 530 ouvriers. En juillet 2005, un comité syndical lance une grève pour les salaires et l'amélioration des conditions de travail (soins, logement, pollution). 17 grévistes sont licenciés et en réplique, une grève illimitée s'installe le 3 & juillet, déclenchant à son tour un lock out. Le 14 septembre, des

bus transportant des jaunes sont incendiés : 35 arrestations. La grève continue (S) **COSTA RICA** - octobre 2005 - agressions, licenciements, persécutions diverses sont le lot des travailleurs de la banane exploités dans des conditions moyennageuses par le Desarrollo Agroindustrial de Frutales multinationale de la banane (Chiquita) (Réseau Solidarité) **ARGENTINE** - 2/12/06 - Fin d'une grève de 9 jours des techniciens et pilotes de la compagnie aérienne Aerolineas revendiquant une augmentation de salaires de 45%. Une augmentation sera accordée après un gel des salaires de 90 jours ; 337 travailleurs licenciés pour fait de grève seront réintégrés. (FT) **FRANCE** - 7/2/2006 - Suite à un contentieux entre les contrôleurs aériens de l'aéroport d'Orly (banlieue sud-est de Paris et leur hiérarchie au sujet des changements d'équipes, les agents de contrôle profitent de la couverture d'une journée d'action nationale CGT pour déclencher une grève surprise u bloques l'aéroport pendant toute une matinée. Le principal syndicat des contrôleurs aériens, le SNCTA, juge la grève erratique. (C)

LES RETRAITES

FRANCE - 1/12/05 - Banque de France - grève d'une journée de 14 ?400 travailleurs contre une modification du régime de retraite maison : service de la retraite porté de 60 à 65 ans pour 40 ans de labeur au lieu de 37,5 années (H) **GRANDE-BRETAGNE** - Fin novembre, une attaque générale sur le régime de retraite proposée par une " Commission des retraites " pour pallier le futur qui prévoit que les plus de 65ans seront en 2030 50% des actifs de 20 à 64 ans et qui propose : une épargne personnelle pour compléter le retraite publique de base , le recul de l'âge de la retraite à 67 ans en 2040 et 68 en 2050, un plan national d'épargne retraite obligatoire avec des cotisations travailleur, employeur et Etat . Le 28 mars 2006, grèves et manifestations ont rassemblé plus de 1 million et demi de travailleurs dans une protestation qui se poursuit. (SW)

LE TEMPS DE TRAVAIL ET LES SALAIRES -LE CHANTAGE A LA DELOCALISATION

FRANCE- 14/2/2006 - accord national signé dans la métallurgie (1.800.000 travailleurs) par quatre syndicats mais pas par la CGT et la CFDT qui porte les heures supplémentaires au delà des 35 heures de 180 à 220 annuellement (plafond non limitatif si les travailleurs sont d'accord) Majoration de 25% pour les 8 premières heures supplémentaires par semaine, 50% au delà. (L) 2/3/2006 - General Motors, usine de Strasbourg (boîtes de vitesse) (1.500 travailleurs) accord d'entreprise signé par FO pour porter l'horaire de 35 à 37h30, heures supplémentaires non payées. Contesté par les autres syndicats qui lancent une grève d'avertissement (L) 30/12/2006 - Les 551 travailleurs de Fenwick (chariots élévateurs) à Cenon près de Chatellerault (Haute-Vienne) acceptent sous menace de délocalisation une augmentation du temps de travail en rognant 9 jours de RTT pour les ouvriers et 12 jors pour les bureaux, sans augmentation de salaire (M) 16/3/2006 - Bosch, métallurgie, usine de Vénissieux près de Lyon (10.400 travailleurs) : en 2004, la CFDT, majoritaire dans l'entreprise avait signé un accord historique adopté par un vote majoritaire des travailleurs qui , sous menace de délocalisation acceptaient une réduction de 6 jours de RTT, l'horaire porté à 36 h et le blocage des salaires. La CFDT vient de dénoncer ledit accord en accusant la direction de ne pas être assez coopérative autrement dit d'avoir fait un marché de dupe, ce dont profitent les autres syndicats. (M) **GRANDE-BRETAGNE** - 14/1/2006 - grève de 24 heures des agents de station du métro de Londres contre une augmentation des horaires et des suppressions conséquentes d'emplois (SW) **ALLEMAGNE** - depuis le 6 février

2006 , le syndicat Verdi a lancé des grèves tournantes dans les services publics de toute l'Allemagne particulièrement dans les services hospitaliers contre la dégradation des conditions de travail et un projet d'augmentation du temps de travail de 38 h et demi à 40 heures sans augmentation (pas de grève dans l'ex-RDA qui n'a jamais fait moins de 40h). Un accord a été conclu par la ville de Hambourg pour une augmentation différenciée suivant l'âge et le salaire des travailleurs (accord refusé par 58% des travailleurs concernés mais quand même entériné par le syndicat) mais dans les autres länders , rien n'est réglé et les grèves continuent (FT) **CHINE** - février2006 - actuellement 80% des travailleurs n'ont aucune garantie retraite et 85% de ceux qui vivent dans les villes n'ont aucune couverture médicale. La Chine compterait 14 millions de chômeurs - officiellement (CLB)

LES LICENCIEMENTS

Comme depuis des mois et des mois, la liste est longue dans le monde entier, particulièrement dans l'automobile. Difficile de dire si c'est le résultat des délocalisations (souvent bouc émissaire que menace réelle) que le produit de restructurations internes causées soit par des concentrations d'entreprise, par l'innovation technique notamment la mise en place de nouvelles techniques de management., ou plus simplement par la crise latente qui s'impose par une surproduction de biens de toutes sortes.

MONDE -23/3/2006 - Nous avons évoqué la situation dans l'industrie automobile. Mais sont particulièrement touchés les équipementiers, en partie créés de toutes pièces par les grandes firmes dans la grande période d'externalisation . C'est bien connu que les sous-traitants sont particulièrement malmenés par les constructeurs qui non seulement leur impose les coûts de production les plus bas mais aussi des tâches spécifiques comme la recherche. Aux USA depuis 2004, 30 équipementiers ont été mis en faillite. En France, bien des sous-traitants licencient et/ou transfèrent soit dans l'Est européen soit en Asie. Nous parlons ci-dessous du cas de Goma (ex Cotoën) 182 licenciés chez Timken dans la Cher, 190 chez Béliet dans le Doubs, 387 chez Faurecia délocalisé en Slovaquie, etc...

EUROPE - 21/2/06 - Dans un précédent bulletin nous avons parlé de la multinationale de la restauration aérienne Gate Gourmet où la mise en œuvre d'un plan drastique de baisse des coûts avait entraîné l'été 2005, le blocage de l'aéroport londonien d'Heathrow. Pour les travailleurs britanniques, le problème de leur licenciement collectif réglé apparemment par le syndicat T&G ne l'est toujours pas puisque plus d'une centaine d'entre eux continue de manifester, notamment par des piquets pour demander leur réintégration. Les travailleurs de la succursale allemande de Düsseldorf dans le Ruhr sont toujours en grève depuis le 7 octobre contre des mesures similaires de " redressement " pour leur "dignité". Du coup , la cote de Gate Gourmet auprès de la finance internationale a été relevée dans la perspective des profits engendrés par cette restructuration , partie du holding Texas Pacific Group ,2ème mondial des entreprises de restauration aérienne exploitant 22.000 travailleurs dans 29 pays ; des tentatives d'élargir la solidarité de tous les sites mondiaux avec ceux de Dusseldorf, n'ont guère eu d'écho (FT,C) 27/1/2006 - L.G. Philips , filiale de Philips, ferme ses usines d'Aix-la-Chapelle (200 travailleurs), Eindhoven (350 travailleurs) et Dreux (639 travailleurs restant sur 1.100 exploités fin 2004). Pour éviter un plan social, la boîte se met en faillite (L,M,)

17/3/2006 - Le trust américain de la chimie Du Pont supprime 1.500 emplois en Europe sur 18.000 en délocalisant au Japon et au Mexique, en Chine et en Russie (H)

FRANCE- 1/12/2005 - Peugeot, usine de Sochaux (est de la France). La baisse de

production entraîne la suppression d'une équipe : 500 CDI seront reclassés, 700 CDD et intérimaires sur 1.400 sont licenciés, le reste restant posté (L) 30/11/2005 - L'usine Smart de Hambach (Moselle) (Mercedes) en perte de vitesse (jamais bénéficiaire depuis son lancement) doit mettre en œuvre un plan social avec 46 suppression d'emplois par reclassement et préretraites (on ne parle pas des sous-traitants nombreux su sein même de l'usine (M , H) 2/12/2005 - Rennes (Bretagne) C.F. Goma (autrefois partie du trust PSA, puis détaché en sous-traitance à un groupe familial italien, pièces en caoutchouc pour l'automobile, 2.000 travailleurs) dépose son bilan mais délocalise en Pologne. Activité maintenue mais suppression de 328 postes (l'usine Citroën exploite à Rennes 10.000 travailleurs) . Le trust PSA n'a pas renouvelé, en octobre, pour son usine de Poissy (banlieue ouest de Paris) le contrat de 550 ntérimaires dont seulement 150 ont été conservés en CDI ; la production de l'usine doit être réduite de moitié ; 8.000 y sont encore exploités dont 1.200 ont plus de 55 ans et il y reste encore 1.500 intérimaires. (H) 30/11/2005 - La région de Romans (Drôme) autrefois capitale de la chaussure, connaît un taux officiel de chômage de 16% . MMD (230 travailleurs), filiale de CH ; Jourdan à Granges-les-Beaumont acquis par une boîte suisse Avendis, est à vendre et les filiales laissées pour compte. Certains envisagent ne coopérative , qui sera pourtant soumise aux mêmes impératifs capitalistes (H) 30/11/2005 - La firme US Energizer (usine de piles électriques, ferme son site de Caudebec-les-Elbeuf (Seine Maritime) - 132 licenciements à la clé après un plan social qui en 1998 avait déjà largué 334 emplois sur 540. Que pourra y changer la grève perlée qui réduit les cadences de production de 50% ? (H) 5/12/2005 - Fermeture de la papeterie de Maresqual (Pas de Calais) (papiers de couleur du groupe américain International Paper) qui délocalise : 230 licenciements. (H) 5/12/05 - Cap Gemini (informatique, 15...travailleurs dans le monde dont 2.000 en France) envisage de délocaliser en Inde 7 à 900 postes de travail en 2006 avec un projet de monter en puissance dans ce pays jusqu'à 10.000 exploités. (H) 5/12/2005 - Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) FVG (groupe Pomona, spécialisé dans le conditionnement du poisson) : 219 travailleurs sont en grève illimitée contre un plan social prévoyant 78 licenciements permettant l'emplo de migrants polonais, belges et norvégiens (H) 29/2/2006 - Parfumerie, le rachat de Marionnaud par un magnat chinois du parfum(AS WARSON° laissait présager, malgré le promesses lors de la fusion, la suppression de 454 suppressions d'emploi dans les secteur distribution dont 322 licenciements secs (M)

2/12/05 - Heylett Packard : le conflit autour des licenciement de cette multinationale, notamment dans son usine de Grenoble se termine par la signature d'un protocole d'accord qui entérine le licenciement de 300 travailleurs sur 1.240 et un nouvel aménagement des RTT (H) 25/1/2006 - Les poupées gigognes du licenciement. A peine rescapés de Moulinex (électroménager domestique) repris par SEB, les ex sont dans l'œil du cyclone avec la fermeture par le repreneur de trois sites avec 1.000 licenciements sur 7.500 encore exploités en France. SEB délocalise sélectivement en Chine (H) 22/12/2005 - en Haute-Savoie les skis Salomon (filiale de Amer Sport) licencient 378 travailleurs sur 1.500 ; (M) 28/11/2005 - Licenciements expéditifs sans frais : la boîte de messagerie du Nord - Grollet Distribution déménage tot le matériel pendant le week-end, les 44 travailleurs trouvant le lundi à l'embauche portes closes et un garage vide et le patron disparu apparemment en Belgique (H) Décembre 2005, janvier 2006 - Saint-Dizier (Haute -Marne). Le poumon de la ville , l'usine Mac Cormick, (trust américain de la machine agricole) en redressement judiciaire depuis le 28/10 veut supprimer 260 emplois sur 700 et un sous-traitant, la Fonderie Bragard de Machinisme agricole , entraîné dans la chute, largue 70 posters sur

180. Grèves et manifestations se succèdent pour sauver les meubles. En décembre, deux semaines d'occupation de l'usine Mac Cormick permettent d'obtenir pour les licenciés 10.000 euros et une cellule de reclassement, 500 maintenus hors plan social mais avec plus de flexibilité dans le travail. Mais la situation n'est pas pour autant calmée : lors d'une manifestation le 5/1/2006, un chef de service quelque peu bousculé obtient des poursuites et la garde à vue de trois manifestants. (H) **ESPAGNE**- 1/12/2005 - Seat, filiale du trust de l'automobile allemand Volkswagen : en 2005, la production a chuté de 15% sur fond de délocalisation en Slovaquie. Une grève de 24 h contre la suppression de 1346 emplois (sur 14.000 travailleurs) aboutit à un accord signé par les syndicats UGT ET CCOO alors que la CGT (espagnole) reste dans l'opposition : seulement 660 seront licenciés avec des promesses de 700 millions d'euros de nouveaux investissements. Le tout sur fond de tractations politiques (L, C) **BELGIQUE**- 18/1/2005 - 550 travailleurs du trust pétrolier Exxon Mobil à Verdon en grève contre le licenciement d'une centaine d'entre eux dont 37 licenciements secs auxquels il n'est offert que six mois de salaire et 900 euros par année d'ancienneté (S) **ALLEMAGNE** - Le syndicat des services Verdi menace le géant allemand du téléphone Deutsche Telekom d'une grève s'il maintient son projet de licenciement de 32.000 travailleurs (M) - 11/2/2006 - Volkswagen annonce son projet de 20.000 licenciements dans les trois ans à venir (M) 6/2/06 - La compagnie d'assurances Allianz veut supprimer 700 emplois de commerciaux pour augmenter ses bénéfices financiers d'ici 2009 (C) **SUISSE** - 23/1/06 - L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à Genève veut licencier 300 de ses employés sur 2.700, une bonne partie en CDD qui se retrouveront sans aucune garantie. Une première grève d'une heure le 30 novembre dernier n'a déclenché que des mesures de représailles. (C) 9/01/06-. La centralisation du capital de la SwissRé (n°1 mondial de la réassurance) annonce en novembre 2005 la reprise de l'américain General Electric Insurance (obéré par le sinistre Katrina). Cette acquisition va permettre une augmentation des profits annuels de 300 millions, générés par des suppressions d'emplois. Au total 1700 postes sur 9000 pour SwisRé et les 2500 de GE Insurance(La Tribune). **ITALIE** - 25/1/2006 - Grèves sur grèves souvent illégales et jusqu'à six jours en continu dans la compagnie aérienne italienne Alitalia qui a licencié depuis fin 2004 2.000 travailleurs et menace encore une partie des 20.500 restants. Sur un fond de privatisation, l'Etat actionnaire à 62% devenant minoritaire à 49,9% (FT)

LES MIGRATIONS

Les tentatives de contrôler l'immigration clandestine et d'associer les pays de transit au contrôle des flux migratoires et à la répression fait que les filières d'immigration se déplacent souvent rendant pour les immigrés encore plus dangereux le voyage d'une misère domestique vers une misère très relativement moins pesante. Mais rien ne suffit à stopper ceux qui sont ainsi poussés par l'image des pays "riches". En Europe, l'aménagement de la fameuse directive Bolkenstein n'a nullement diminué les impacts et les menaces de l'irruption dans l'Ouest européen des travailleurs de l'Est européen dans des conditions telles qu'elles font inévitablement pression sur les conditions d'exploitation des travailleurs déjà en place. On peut faire confiance aux capitalistes à la recherche de marchés et de profits pour tourner légalement et illégalement toutes les mesures prises pour limiter l'usage de ce qui est à la portée de leur main. **EGYPTE** - 31/12/2006 - plusieurs milliers de soudanais campent devant les bureaux de l'ONU au Caire refusant de rentrer dans leur pays ravagé par la guerre. Ils demandent que leur soit reconnu le statut de réfugié politique : 2.000 policiers les délogent pour les contraindre de se plier à des accords de paix qui n'ont pourtant rien réglé notamment au Darfour..

Résultat : 23 morts, 40 blessés. On ne sait rien de ce qui a été fait des autres. (L)
ESPAGNE - A partir du 1 mai 006, imitant l'Irlande, le Royaume Uni et la Suède, les travailleurs des pays d e l'Est entrés dans l'Union Européenne pourront venir librement travailler en Espagne. Les syndicats UGT et CCOO ont donné leur accord : il y a déjà 317.000 roumains et 95.000 bulgares dans le pays. Le Portugal et la Finlande prendraient bientôt la suite. (FT) **ETATS-UNIS**- mars 2006 - Le nombre des illégaux entrant clandestinement s'élèverait à 500.000 apr an et le total à près de 12 millions poussés par une forte demande de travailleurs non qualifiés. Tout le système tendant à " fermer " la frontière avec le Mexique (patrouilles renforcées, barrages de toutes sortes, un vrai rideau de fer de 30km près de San Diego etc.) n'ont réussi qu'à accroître les dangers qui attendent les immigrés mais pas à en stopper le flux. D'une certaine façon, le " filtre " fonctionne objectivement à éliminer les plus faibles physiquement, les vieux et les enfants : ne réussissent à passer que les être jeunes et fort. Les immigrés représentent 5% de la force de travail aux USA dont 1/3 sont dans les services, 20% dans le bâtiment, 15% dans l'industrie et 1/3 dans l'agriculture. 56% sont mexicains et 22% viennent des autres pays d'Amérique Latine. Même le plus conservateurs sont divisés. D'un côté toute une fraction du patronat pousse vers leur légalisation et une immigration contrôlée ; le plus important lobby patronal, la Chambre de Commerce des USA combat la législation restrictive pour que soit augmenté l'approvisionnement en force de travail pour répondre au départ prochain de l'exploitation de 77 millions d'américains. De l'autre, les politiciens les plus nationalistes tentent dans certains Etats de mettre en place une législation répressive très restrictive tentant de pousser l'Etat fédéral de faire de même. D'importantes manifestations de latinos se sont déroulées dans différents Etats. Pour contrer cette offensive xénophobe. (FT)

22/1/2006 - Travailleurs migrants. Chaque jour près de 117.000 " journaliers " se rassemblent dans 500 emplacements précis dans tout e pays pour se louer à la journée à qui veut les exploiter pour tous les travaux possibles, Les ¾ sont des illégaux ; une bonne partie oeuvrent dans le bâtiment ; ils sont souvent escroqués pour leurs salaires qui, au maximum leur procure 700\$ par mois (moins de 600 euros). 60% sont mexicains, 28% viennent d'Amérique Centrale et 7% sont de bons américains. (NYT) **FRANCE** - 6/3/2006 - CGT, CFDT et FO ont signé une déclaration commune pour l'ouverture totale du marché du travail sans restrictions à tous les travailleurs de l'Union Européenne (L)

23/11/2005- Pyrénées Orientales : 17 portugais, 6 roumains et un marocain travaillent dans une grosse entreprise de maraîchage : les salaires ne sont pas payés depuis plusieurs mois. Le ras le bol de leurs conditions de travail les amène à faire grève mais les Roumains sont expulsés et la CGT locale conclut presque à l'insu de tous un accord quine conduit pas à restituer à ces travailleurs ce qui leur est réellement dû. Quelques mois plus tard tous , sauf le marocain ont été remplacés par d'autres immigrés " tout neufs " et prêts à se faire surexploiter. ©

GRANDE-BRETAGNE - 19/3/2006 - Grève sauvage de deux semaines de 42 travailleurs sur le site de construction d'une centrale électrique à Cottin (Nottinghamshire, centre de l'Angleterre contre l'emploi par un sous-traitant de Hongrois et de Roumains sous-payés. Accord de fin de grève qui égalise les salaires pour tous et réintègre 19 ouvriers britanniques qui avent été licenciés. (SW) **FRANCE** - 23/12/2006 - La multinationale du bâtiment Dumez exploitait pour la construction pour le compte de l'Etat français du siège du tribunal de Thonon les bains (Haute-Savoie) 31 ouvriers polonais par le canal d'un sous-traitant allemand Dashi : ils occupent le chantier pour avoir le paiement des salaires et des conditions de travail identiques à celles des

ouvriers français (Partisan, H) **POLOGNE** - 9/2/2006 - Revers de la médaille. Les chantiers navals de Szczecin se vident de leurs travailleurs qualifiés (1.200 ont ainsi quitté pour l'Ouest sue 5.500 en 2005) et sont impossibles à remplacer. 14 % des patrons polonais auraient des problèmes de recrutement alors que le chômage des jeunes atteint 50% . Ils chercheraient à recruter à l'Est en Ukraine notamment (FT)

LA DANGEROUSITE DU TRAVAIL

MEXIQUE - 21/2/2006 - 65 mineurs piégés au fond d'une mine de charbon dans l'Etat de Coahunla suite à un coup de grisou (L) **LIBERIA** - Harbel, 10.000 saigneurs d'hévéas travaillent des une des plus grandes plantations du monde (400.000 ha) possédée par la multinationale américaine du pneu Firestone pour un salaire de 3\$ par jour (2euros 50) dans des conditions dignes du début du capitalisme respirant constamment des vapeurs d'ammoniac (M)

FRANCE - 5/12/2006 100 travailleurs de l'usine Areva de St Ouen occupent les bureaux de la direction des relations de travail à Paris pour qu'ils puissent faire valoir leurs droits à retraite anticipée en raison de leur exposition à l'amiante, ce qui leur est refusé. (H)

CHINE -22/2/2006 - 15 morts à la mine de charbon Daynan Coal Mine à LOnghui, province du Hunan (CLB)
/3/2006 - 6 tués, 25 disparus dans une explosion dans la mine de charbon de Huangshi Town dans le Hebai (CLB)7

LES RELATIONS HUMAINES LES VOIES LEGALES

FRANCE - 8/2/2006 - Paris, magasins de la Samaritaine (voir précédents bulletins) qui , paraît-il resteront fermés 6ans pour aménagement de sécurisation. Les syndicats CFTC et FO ont signé un “ plan de sauvetage de l'emploi ” pour les 734 travailleurs mis à pied depuis 7 mois. D'ici octobre 2006, ils seront recasés dans les magasins du groupe LVMH propriétaire de la Samaritaine avec le même salaire et à condition que le trajet allet et retour au nouveau lieu de travail n'excède pas 2 heures. Les plus de 55 ans mis en retraite anticipée, toucheront leur salaire à taux plein jusqu'à 65 ans. (L,M)
23/11/2005 - Fin de Cellatex (voir précédents bulletins). En 2000 153 combattants de la dernière heures ont été finalement licenciés. 70 sont encore sur le carreau avec au mieux le RMI, 5 femmes et 42 hommes en CDI, le reste est en CDD ou en intérim . Tous s'estiment victimes d'une manière ou d'une autre d'un ostracisme dans leur recherche de travail à cause de leur lutte radicale pour défendre leurs droits. (H) 2/22/05 - L'usine Nesrlé de St Menet (Marseille) (voir précédents bulletins) est reprise , après 9 mois de lutttes et de tractations légales, par un consortium Netcao (dont fait partie Nestlé) qui conservera 180 emplois sur 427,le reste étant licencié avec la promesse de créer 130 emplois d'ici 2010

LUTTE DE CLASSE ET LUTTES POLITIQUES

RUSSIE - 28/2/2006 - Comme partout, les dispositions anti terroristes peuvent être utilisées contre tout “ trouble de l'ordre social ”. Le gouvernement vient de prendre toute une série de dispositions qui peuvent précisément s'appliquer à tout ce qui bouge. La police peut, pénétrer librement chez les particuliers, pratiquer sans autorisation les

écoutes téléphoniques, intercepter le courrier, faire évacuer des zones de territoire, restreindre les déplacements sur tout le territoire. Des commissions régionales anti terroristes sont créées pour oeuvrer dans le contrôle de la population, sous l'autorité du FSB (héritier du KGB). La même loi étend la loi sur les secrets d'Etat à toute l'activité économique. Retour au stalinisme ? (M) **INDONESIE** - 17/3/2006 - La partie de la Nouvelle Guinée (Papouasie) contrôlée par l'Indonésie est riche en ressources minérales mais dont l'exploitation notamment pour les mines d'or cause des dommages considérables pour l'environnement. Freeport y exploite la plus grande usine mondiale d'or et de cuivre. Une opposition tente de s'opposer à cette exploitation, avançant des revendications politiques d'autonomie notamment avec des barrages routiers où police et militaires interviennent brutalement : 6 morts dans les derniers affrontements dont 4 flics. (FT)

ALGERIE - 14/3/06 - Déclaration d'un opposant " Avec des affaires de plus en plus encombrantes de corruption, un front social en ébullition, des grèves à répétition, des émeutes dans tous les coins du pays, le système qui des décennies durant, a assuré sa survie au prix d'un terrible coût humain, montre des signes évidents d'essoufflement " (M)

EQUATEUR - 8/3/2006 - Les travailleurs du pétrole occupent les puits dans la province d'Orellana et menacent de couper les robinets. Ils revendiquent le paiement de 200.000 dollars de salaires arriérés. Le tout sur fond de revendications politiques sur le pétrole (FT)

EGYPTE - 2/12/2005 - La tension sociale s'est encore manifestée lors de la récente campagne électorale déviée sur le soutien politique à l'opposition. Dans une ville delta du Nil, Baltim, un tué et des dizaines de blessés. (FT) **MEXIQUE** - 3/3/2006 - Grève " illégale " de 270.000 mineurs (cuivre et argent) en soutien à un leader que le gouvernement veut remplacer par un autre. Tout tourne autour d'un conflit politique pour l'attribution d'un pactole de 55 millions de dollars payés lors de la privatisation du groupe minier Grupo Mexico en 1990 (FT)

BANGLADESH - 23/1/2006 - Le pays se débat non seulement dans les persécutions des musulmans contre la minorité hindoue mais aussi dans l'affrontement violent des groupes politiques le tout sur fond de misère et de pratiques coutumières imposées par la violence. 8 tués et 100 blessés lorsque la police tire sur la foule à Kansat Bazar qui fait le siège d'une compagnie d'électricité contre les coupures de courant et le coût de l'abonnement. Ces violences surviennent à la suite de l'arrestation de trois " leaders " d'une organisation d'abonnés (Hotline)

NIGERIA - 27/2/06 - La crise sociale dérive sur des affrontements ethniques et religieux. Du 15 au 24/2 150 morts, 1000 blessés et 16.000 personnes déplacées au Nord du Pays (minorité chrétienne attaquée par les musulmans) et à l'Ouest (minorité musulmane attaquée par les chrétiens). Sur la côte, là où se trouvent les installations pétrolières, un mouvement d'autonomie multiplie les sabotages et les prises d'otages pétroliers étrangers, réclamant de Shell et du gouvernement corrompu une part de la manne pétrolière (Shell a dû réduire sa production de 25%) (FT, M) **BURKINA-FASSO** - 15/12/2005 - grève de 72 heures sur appel syndical pour sortir de l'enlisement de discussions avec le gouvernement pour l'application d'un plan social comportant un

ensemble de mesures financières et sociales (C)

LE CONDITIONNEMENT IDEOLOGIQUE LA MANIPULATION

CHILI - 14/3/2006 - Une organisation Lucha y Vivienda regroupant 200 familles lutte pour la construction et l'attribution de logement ; le 12/3/2006, plus de 500 sans logis occupent un terrain vague pour y construire des logements, le jour même de l'intronisation de la présidente social-démocrate, pour lui rappeler les promesses sociales : dans l'heure qui suit, 400 CRS les délogent manu militari (C) **FRANCE** - 10/3/2006 - Vases communicants .Baisse du chômage et augmentation des assistés du RMI. Le nombre de ceux-ci a augmenté de 4,7 % en 2005 pour atteindre en décembre 2005, 1.112.400, augmentation due au transfert de chômeurs cessant d'être indemnisés. (M) 27/1/2006 - Les succès et les haines de l'ANPE. 6 centres de l'ANPE partent en fumées et six autres ont failli subir le même sort avec des tentatives avortées dans des localités dispersées en France. Trois autres centres avaient subi le même sort depuis novembre 2005. Tout le monde, y compris la police, s'interroge sur les "causes". ... (C)

17 02 2006 - Les vaticinations du capital .l'OMC veut sacrifier un quart du cheptel allaitant européen, afin de doubler les importations de viande bovine d'ici 2012.(proposition du commissaire européen au commerce en décembre dernier à Hongkong). Ce dernier estime possible de faire chuter la production bovine communautaire de 12% afin de livrer sur le marché européen une production venant d'Amérique du Sud avec des prix à la production de 14% inférieurs. Le responsable de la FNB (La fédération nationale bovine) a rétorqué que la France n'avait pas " vocation à importer de la viande bovine, mais à en produire plus " " patriotisme économique " et risques pour l'approvisionnement alimentaire dont les trusts de l'agro business et les banques n'en n'ont rien à foutre . D'autant plus que l'Argentine est aux prises avec un développement de la fièvre aphteuse et que l'UE va devoir interdire la viande bovine provenant de cette région (province de Corrientes) (La France agricole)

EUROPE - 3/2/06 - Le Parlement européen a fixé à 56 heures hebdomadaires le temps de conduite maximum des routiers, y compris le temps de chargement et de déchargement ; le tout ne doit pas excéder 60h en cas d'accords d'entreprise et une moyenne de 48 h sur 4 mois. Mais... ces dispositions ne sont pas obligatoires et doivent être entérinées dans chaque Etat de l'Union (L) **EUROPE** (et bien sûr Monde) - mars 2006 - Irrationalité du capital soumis à une seule loi, le profit. Des pommes de terre hollandaises sont envoyées en Italie pour y être épluchées et reviennent ensuite en Belgique pour faire des frites. On a calculé que pour qu'un yaourt aux fraises parvienne dans les rayons du supermarché, tous ses composants, y compris l'emballage auront parcouru 9.115 km. Les transports deviennent l'élément central du processus de production et de circulation des marchandises.

MONDE 28/2/06 - Réalité ou fiction ? Un code du travail "idéal" mais "minimum" pour les marins vient d'être adopté par l'OIT (Organisation Internationale du Travail) pour les 1.200.000 marins navigant de par le monde.Elle couvre salaire mini 500 \$ (400 euros), santé,sécurité,âge minimum, recrutement, logement et protections sociales. Seulement...son application dépend de la signature de 30 pays représentant un tiers du tonnage mondial...et comme la plus grosse partie du tonnage navigue sous des pavillons de complaisance.... (L)

Plusieurs moyens pour se procurer le bulletin

* Service individuel à domicile : envoyer à Echanges (mentionner l'adresse complète et non "Dans le Monde") 6 enveloppes adressées et timbrées à 0,64 euro, les rappels en fin d'utilisation de ces enveloppes se fait automatiquement par une mention sur le bulletin envoyé avec la dernière enveloppe. Service arrêté si aucune enveloppe n'est parvenue lors de la parution du bulletin suivant. *Service supermarché : dans les librairies "militantes" ou collectifs autogérés de France, Belgique, Suisse et Canada *Service grossiste de distribution collective : envoi gratuit du nombre d'exemplaires fixé par ceux qui en font la demande. Prévenez si pour une raison quelconque vous devez cesser cette distribution

Le but de cette publication est de faire connaître, indépendamment de toute revendication, les luttes telles qu'elles se déroulent dans le monde entier. Nous savons que son contenu est forcément incomplet à la fois quant aux luttes ainsi recensées et quant à une description analytique de leur déroulement. Ce sont essentiellement des raisons pratiques qui causent ces imperfections : il ne tient qu'à ceux qui peuvent avoir ces pages entre les mains d'y remédier tant soit peu .Chacun peut y apporter des informations même brèves sur les luttes dont il peut avoir connaissance soit directement, soit par tout autre moyen. Chacun peut s'y associer de la manière qui lui convient (aide rédactionnelle ou matérielle, suggestions et critiques bienvenues). Nous savons que, pour disparates, contingentes et spécifiques qu'elles soient, ces luttes n'en participent pas moins à la résistance à la domination du capital. C'est ce que nous voulons souligner, même si les problèmes matériels nous empêchent de développer leurs particularités comme nous le souhaiterions

Les informations figurant dans ce bulletin proviennent de sources diverses. Nous avons mentionné par des lettres les sources les plus fréquemment utilisées :. M, L, FT, SW, WSJ, LN, P, IHT, S,H respectivement pour Le Monde, Libération, Financial Times, Socialist Worker, Wall Street Journal, Labor Notes, Parisien, International Herald Tribune, Solidaire, L'HumanitéI pour Internet, (C) d'un correspondant de DLM (pas forcément direct mais ayant eu accès à une autre source) A pour les dépêches d'agence et par le nom complet pour les publications citées moins fréquemment. Nous pouvons adresser les photocopies des articles dont nous avons tiré les brèves figurant dans ce bulletin